

Faire l'autruche

Avertissement

Les thèses avancées dans cet opusculé sont issues d'une conférence prononcée le 15 janvier 2009, à la Maison de l'Europe, à l'invitation d'Évelyne Grossman et du Collège international de philosophie, et d'une contribution écrite au catalogue de l'exposition *Work: Meaning and Care*, qui sera présentée de juin 2009 à mars 2010 à Dresde, à l'initiative du Deutsches Hygiene-Museum, de la German Federal Cultural Foundation, et de Daniel Tyradellis.

J'ai décidé de les publier tandis que des débats économiques et politiques ont lieu dans les pays du monde entier à propos des « plans de relance » qu'il convient d'engager

pour limiter les effets destructeurs de la première crise économique planétaire des sociétés industrielles capitalistes. Or, lorsque, dans ces débats, on oppose « relance par l'investissement » et « relance par la consommation », on confond deux questions tout à fait distinctes, qu'il faut traiter simultanément, mais sur deux échelles de temps différentes, ce qui est d'autant plus difficile que *la crise présente signe la fin du modèle consumériste*.

La fin du consumérisme est ce dont les partisans d'une relance par la consommation ne veulent pas entendre parler. Mais le gouvernement français, qui prône une relance par l'investissement, n'envisage pas plus que les partisans de la relance par la consommation de remettre en cause le modèle industriel consumériste. La « relance par l'investissement » à la française (cela semble être plus subtil du côté de Barack Obama) argumente que *la meilleure manière de sauver la consommation, c'est d'investir* – c'est-à-dire de reconstituer de la « rentabilité », et par là un dynamisme entrepreneurial lui-même fondé sur le consumérisme et son pendant, le productivisme piloté par le marché.

Autrement dit, cet « investissement » ne

propose aucune vision à long terme qui tirerait les leçons de l'effondrement du modèle industriel fondé sur l'automobile, le pétrole, l'aménagement du territoire basé sur les réseaux autoroutiers et les réseaux hertziens des industries culturelles – ensemble qui formait la base du consumérisme, mais qui est devenu caduc, comme c'est apparu au cours de l'automne 2008. Autrement dit, cet « investissement » n'est pas un investissement : c'est tout au contraire un *désinvestissement* – une démission, et qui consiste à *faire l'autruche*.

Cette « politique d'investissement » qui ne vise qu'à reconstituer le modèle consumériste est la traduction d'une idéologie agonisante qui maintient sous perfusion un modèle devenu autodestructeur, en déniait et en occultant aussi longtemps que ce sera encore possible que ce modèle consumériste est désormais massivement toxique (bien au-delà des « actifs toxiques ») parce qu'il est arrivé à ses limites. Il s'agit de le dénier pour maintenir les profits colossaux qu'il rapporte encore à ceux qui l'exploitent.

Le modèle consumériste est arrivé à ses limites parce qu'il est devenu *systématiquement court-termiste*, parce qu'il engendre du même

coup une *bêtise systémique* qui empêche structurellement la reconstitution d'un horizon de long terme. Cet investissement n'est un investissement qu'au sens purement comptable du terme : c'est une pure et simple reconduction de l'état des choses, visant à renouveler le parc industriel amorti sans rien modifier ni de sa structure ni, encore moins, de ses axiomes – ce qui permettra, espère-t-on, de reconduire les rentes de situations qu'il a permis aux uns et aux autres de conquérir.

On l'espère, mais ce sont là des espoirs d'autruche. Le véritable objet du débat ouvert par la crise, et sur la manière d'en sortir, est le dépassement du court-termisme auquel a conduit le consumérisme intrinsèquement destructeur de tout investissement véritable – c'est-à-dire d'un investissement dans le futur –, ce qui s'est traduit *systémiquement, et non accidentellement*, par la *décomposition des investissements en spéculations*.

Qu'il faille, pour éviter une catastrophe économique majeure, et pour atténuer l'injustice sociale encore aggravée par la crise, relancer la consommation et la machine économique *telle qu'elle est encore*, c'est une question aussi urgente que légitime – pour autant cependant

qu'elle ne consiste pas à aggraver la situation à coups de milliers de milliards d'euros ou de dollars, et en dissimulant la vraie question, qui est de produire une vision et une volonté politiques capables de progressivement *sortir du complexe économique-politique de la consommation pour entrer dans le complexe d'un nouveau type d'investissement*, qui doit être un investissement social et politique, un investissement du *désir commun* autrement dit, c'est-à-dire de ce qu'Aristote appelait la *philia*, et comme base d'un nouveau type d'investissement économique.

Entre l'urgence absolue qui s'impose évidemment comme l'impératif de sauver la situation présente – et d'éviter le passage d'une crise économique mondiale à une crise politique mondiale qui ne pourrait que déboucher sur des conflits militaires de dimensions mondiales – et la nécessité absolue qui consiste à produire un avenir potentiel sous la forme d'une volonté politique et sociale qui rompe avec la situation présente, il y a évidemment une *contradiction*. Une telle contradiction est caractéristique de ce qui traverse un système dynamique (en l'occurrence, le système industriel et le capitaliste mondial) lorsqu'il entre en *mutation*.